

Liberté de la presse : le média Rappports de force doit être rétabli sur X (Twitter)

Sans avertissement, sans justification et sans possibilité de faire appel, le 27 août, X (anciennement Twitter) a suspendu le compte de Rappports de force, qui compte près de 12 000 abonné·es. Il est plausible qu'un raid de signalements malveillants ait été à l'origine de cette suspension. Toutefois, l'absence totale d'explication de la part du réseau social d'Elon Musk laisse planer le doute. Cette situation soulève de profondes inquiétudes, car elle touche à la liberté d'expression et à la liberté de la presse.

La presse indépendante joue un rôle fondamental en tant que contre-pouvoir dans une démocratie. Depuis sept ans, les journalistes de Rappports de force s'attachent à documenter l'actualité des mouvements sociaux, offrant une couverture souvent absente des grands médias traditionnels. Ce travail est indispensable pour donner la parole à celles et ceux qui luttent pour leurs droits et pour exposer des réalités souvent occultées. Censurer Rappports de force revient non seulement à museler une voix indépendante, mais aussi à remettre en question le pluralisme de la presse.

Que des réseaux sociaux puissent suspendre des comptes, sans préavis ni recours, interroge sur l'avenir pour la liberté de la presse sur ces espaces numériques, qui sont devenus des vecteurs majeurs de l'information. Nous sommes bien conscients que des alternatives à X (Twitter), telles que Mastodon, doivent être développées pour sortir de cette impasse, et nous y sommes présents. Mais celles-ci restent modestes dans leur portée.

En attendant, nous ne pouvons accepter ce précédent dangereux. Loin de n'être qu'un simple incident, la suspension du compte de Rappports de force sur X (Twitter) soulève des questions fondamentales sur la concentration du pouvoir médiatique entre les mains de quelques grandes entreprises et sur l'arbitraire de leurs décisions.

Nous réclamons que X (Twitter) rétablisse immédiatement le compte de Rappports de force sur sa plateforme. La liberté de la presse ne peut être négociée, elle doit être protégée et respectée en toutes circonstances.

Médias signataires : Acrimed, Afrique XXI, Alternatives Économiques, Au Poste, Bastamag, Blast, Cerises la coopérative, Chabe, Disclose, Fakir, IPNS, L'Alterpresse68, L'arrière Court, La Brèche, La Déferlante, La revue Pays, Le Ch'ni, Le courrier des Balkans, Le Media-TV, Le Poing, Le Poulpe, Les Jours, Lisbeth Media, Médiacités, Mediacoop, Mediapart, Mediavivant, Mouais, Orient XXI, Politis, Rappports de force, Reflets-info, Reporterre, Rue89 Bordeaux, Rue89 Lyon, Rue89 Strasbourg, Streetpress,

Autres signataires : Louise Bihan (journaliste à l'Insurgée), la CGT, SNJ-CGT, Simon Duteil (ex co-délégué général de Solidaires), Fonds pour une presse libre, FSU, Les Autres Voix de la Presse, SNJ-Solidaires, Solidaires 34 et 69, SPIIL, Union syndicale Solidaires, Youpress, Michael Zemmour (économiste)